



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 6 au 12 décembre 2019

Le 13 décembre 2019

Résumé

Asie du Sud : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié son dernier rapport en matière de développement du capital humain. La Banque asiatique de Développement (BAsD) révisé fortement à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Asie du Sud en 2019 et 2020.

Bangladesh : Ralentissement des exportations sur les 5 premiers mois de l'année budgétaire. E-commerce – Le Bangladesh chute de 15 places dans un classement de l'UNCTAD. Relance de la filière laitière par un programme de la Banque Mondiale. Textile – Le mandat de l'organisme public d'inspections des usines prolongé de deux ans.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice des prix à la consommation enregistre une accélération marquée en novembre. L'indice de production industrielle s'est infléchi de nouveau en octobre. L'indice PMI des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier progresse en novembre. Dans le secteur des services, l'indice PMI affiche une reprise de la production. La Banque Asiatique de Développement (BAsD) abaisse ses prévisions de croissance pour l'Inde à 5,1% pour l'exercice budgétaire 2019/20.

Finances publiques : Les recettes fiscales issues de la Taxe sur les biens et services dépassent le seuil de 1 000 Mds ₹ en novembre.

Politique monétaire et financière, autres informations : Les encours de crédit s'affichaient en hausse de 8,3% en glissement annuel fin novembre. Le solde des flux de portefeuille aurait été excédentaire de 3 Mds € (230 Mds ₹) en novembre.

Népal : La Banque asiatique de Développement (BAsD) a octroyé un prêt 358 M\$ pour le développement de plusieurs projets.

Pakistan : Maintien des tensions inflationnistes au cours du mois de novembre.

Sri Lanka : Légère dépréciation de la roupie sri-lankaise (LKR) depuis le mois de juillet et hausse des réserves de change



ASIE DU SUD

- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié son dernier rapport en matière de développement du capital humain.** Il situe, à l'aune de son indice de développement humain (IDH), les pays d'Asie du Sud entre la 71^{ème} (**Sri Lanka** avec un indice à 0,78) et la 170^{ème} place (**Afghanistan** à 0,5) du classement (voir ci-dessous). Pour rappel, l'indicateur évalue un total de 189 pays sur la base d'un indicateur composite subdivisé en quatre sous-indicateurs: (i) l'espérance de vie à la naissance, la performance du système éducatif mesurée par (ii) le nombre d'années de scolarité espérées ainsi que (iii) la moyenne d'années réalisées et (iv) le revenu brut par habitant.

A l'exception relative du Sri Lanka, et dans une moindre mesure des Maldives, **le rapport met en exergue le retard de la région, dans l'ensemble des catégories retenues**, qu'il s'agisse de l'espérance de vie (70 ans, contre une moyenne mondiale à 73), de la performance du système éducatif (avec une moyenne d'années de scolarité réalisées de 7,6 ans, contre une moyenne mondiale de 8,4) ou encore du revenu par habitant (8 060 \$, PPA 2011, contre une moyenne mondiale de 15 745 \$). En comparaison internationale, le score moyen de 0,66 de la région positionne les pays d'Asie du Sud en avant-dernière position, derrière les pays arabes (0,7) mais devant l'Afrique sub-saharienne (0,54).

Pays	Rang IDH	Esperance de vie	Revenu moyen (PPA 2011)	Scolarité moyenne
Sri Lanka	71	77	11611	11
Maldives	104	79	12549	7
Inde	129	69	6829	6
Bhoutan	134	71	8609	3
Bangladesh	135	72	4057	6
Népal	147	70	2748	5
Pakistan	152	67	5190	5
Afghanistan	170	64	1746	4

Malgré un net retard au niveau régional, la région est marquée par des disparités importantes entre pays. A cet égard, Sri Lanka se distingue au sein de la région par une durée de scolarisation moyenne nettement supérieure au reste de l'Asie du Sud : la durée moyenne de scolarité y serait ainsi de 11 ans, quand cet indicateur n'atteint que 7 ans en Inde ou aux Maldives, 6 ans Bangladesh, 5 au Pakistan ou encore entre 3 et 4 ans au Bhoutan et en Afghanistan. L'île affiche également, derrière les Maldives, l'espérance de vie la plus importante (77 ans), contre une espérance de vie inférieure à 68 ans au Pakistan et en Afghanistan. De même, et toujours derrière les Maldives, Sri Lanka ressort en tête des performances de la région en termes de revenu par habitant (11 610 \$, PPA 2011), alors que ce dernier indicateur s'affiche bien en-deçà au Bangladesh (4 000 \$), au Népal (2 700 \$) et en Afghanistan (1700 \$).

L'Inde (129^{ème}, + 1 place par rapport au dernier rapport en 2018) se singularise ainsi par une faible performance en matière d'espérance de vie (69 ans). En outre, son revenu par habitant ne serait encore que de 6 800 \$ à parité de pouvoir d'achat. Elle bénéficie, en revanche, d'une durée de scolarité moyenne plus importante que la majorité de ses voisins (6,5 ans en moyenne).



Le **Bangladesh** ressort, pour sa part, à la 135^{ème} place du classement, en progression d'un rang en un an. Il se distingue par la faiblesse de son revenu par habitant (4 000 \$), qui le positionne en 6^{ème} rang au sein de la région, devant le Népal et l'Afghanistan. L'indicateur relatif à l'espérance de vie, estimée en moyenne à 72 ans (soit 1 an de plus que la moyenne régionale), rehausse toutefois la performance du pays au sein de la zone. Le nombre d'années de scolarité demeure, pour sa part, dans la moyenne de la région, à 6 ans.

149^{ème} au classement (- 1 place par rapport à 2016), le **Népal** demeure entravé par un des revenus par habitant les plus faibles d'Asie (2 700 \$). A l'instar du Bangladesh, cette situation reste largement tributaire de la prévalence d'une forte informalité, avec, pour corollaire, l'emploi d'une part importante de la population active dans des secteurs à très faible valeur ajoutée. Le Népal affiche en outre de faibles performances dans les deux autres piliers retenus par le PNUD pour la construction de son indice ; la scolarité moyenne n'y est encore que de 5 ans alors que, en parallèle, l'espérance de vie apparaît légèrement inférieure à la moyenne de la région (à 70 ans).

152^{ème} du classement (- 2 rang par rapport à 2018), le **Pakistan** apparaît en retrait sur l'ensemble des indicateurs ; qu'il s'agisse d'espérance de vie (à 67 ans en moyenne, avant-dernier devant l'Afghanistan dans la région), le système éducatif (avec 5 années de scolarité en moyenne, devant le Bhoutan et l'Afghanistan dans la région), ou encore, pour le revenu par habitant, qui ne seraient encore que de 5 200 \$.

En parallèle de la publication de l'IDH, **les indices de développement ajustés des inégalités mettent en exergue l'existence de fortes inégalités de genre au sein de la zone**. La majorité des pays d'Asie méridionale ressortent ainsi au-delà de la 100^{ème} place dans le classement ajusté des inégalités, sous l'effet notamment de fortes inégalités de genre.

Notamment, **les pays d'Asie du Sud, se caractérisent par des inégalités de revenus significatives entre hommes et femmes**. Par exemple, au Pakistan, le revenu moyen d'une femme se situe à 1 570 \$ PPA/an, soit moins de 20% du revenu moyen des hommes selon le rapport du PNUD, alors qu'il représente 60% du revenu des hommes au Bhoutan ou au Népal. En outre, **moins d'un député sur cinq en moyenne est une femme au sein de la région d'Asie du Sud**, avec en moyenne 17% des sièges parlementaires tenus par des femmes. A titre d'exemple, Sri Lanka et les Maldives affichent les pires performances de la région en matière de représentation des femmes au sein des parlements respectifs, avec seulement 6% de femmes pour les deux pays, contre par exemple 34% au Népal ou bien 27% en Afghanistan.

- **La Banque asiatique de Développement (BAsD) révisé fortement à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Asie du Sud en 2019 et 2020**. L'institution de Manille a abaissé ses prévisions publiées en septembre dernier, avec une prévision de croissance pour la zone en 2019 de 5,1%, contre 6,2% initialement prévue; de même, elle revoit à la baisse son hypothèse de croissance pour l'année 2020, qui s'affiche désormais à 6,1%, contre une estimation à 6,7% en septembre dernier. Une révision à la baisse exclusivement liée aux évolutions des perspectives **indiennes**, qui enregistrent une forte baisse.



	2019		2020	
	ADO 2019 Update	ADO 2019 Supplement	ADO 2019 Update	ADO 2019 Supplement
South Asia	6,2	5,1	6,7	6,1
Afghanistan	2,7	2,7	3,4	3,4
Bangladesh	8,1	8,1	8,0	8,0
Bhoutan	5,3	5,3	6,0	6,0
Inde	6,5	5,1	7,2	6,5
Maldives	6,5	6,5	6,3	6,3
Népal	7,1	7,1	6,3	6,3
Pakistan	3,3	3,3	2,8	2,8
Sri Lanka	2,6	2,6	3,5	3,5

BANGLADESH

- Ralentissement des exportations sur les 5 premiers mois de l'année budgétaire.** Le tassement des exportations observé depuis août 2019 se confirme. Selon les données de l'Export Promotion Bureau (http://epb.gov.bd/site/view/epb_export_data/-), les exportations de biens se sont élevées à 15,78 Mds\$ sur les cinq premiers mois contre 17,07 Mds \$ sur la période juillet-novembre 2018, marquant une baisse de 7,6%. Le secteur du textile-habillement, poids lourd de l'économie (84% des exportations en 2018) a vu ses ventes baisser de 7,7%, à 13,08 Mds\$ contre 14,18 Mds \$ l'an passé et un objectif de 15,15 Mds \$; les articles de tricot (knitwear) reculent de 6,8% à 6,8 Mds\$, et les produits tissés chutent de 8,74% à 6,28 Mds\$.

S'agissant de la France cependant, nos importations en provenance du Bangladesh ont progressé de 16,8% à 2,53 Mds€ à fin octobre dernier (source douanes françaises) dont 2,45 Mds€ pour la filière Textiles, habillement, cuir et chaussures, en hausse de 17%.

- E-commerce – Le Bangladesh chute de 15 places dans un classement de l'UNCTAD.** Le Bangladesh s'est classé 103ème sur 152 pays dans le Global E-commerce Index 2019, établi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). Cet indice mesure l'état de préparation d'une économie au développement du commerce en ligne. Le Bangladesh chute de 15 places par rapport à l'année précédente, en raison d'un très mauvais score sur la qualité du service postal (Integrated Index for Postal Development, Universal Postal union). L'Inde gagne 7 places au 73ème rang, le Pakistan est 114ème (+3) et le Sri Lanka 86ème (+7).

Au Bangladesh, les activités de e-commerce sont principalement concentrées dans les zones urbaines et l'utilisation d'internet est encore limitée dans les zones rurales en raison de coûts plus élevés. De plus, les infrastructures ne permettent pas de livrer rapidement les marchandises commandées, avec des délais d'environ 5 à 7 jours en zones rurales. Dans de nombreux pays d'Asie, la pénétration d'internet est plus développée et les délais de livraison plus courts. Selon l'UNCTAD, seulement 8,0% des internautes de 15 ans et plus ont passé commande sur une



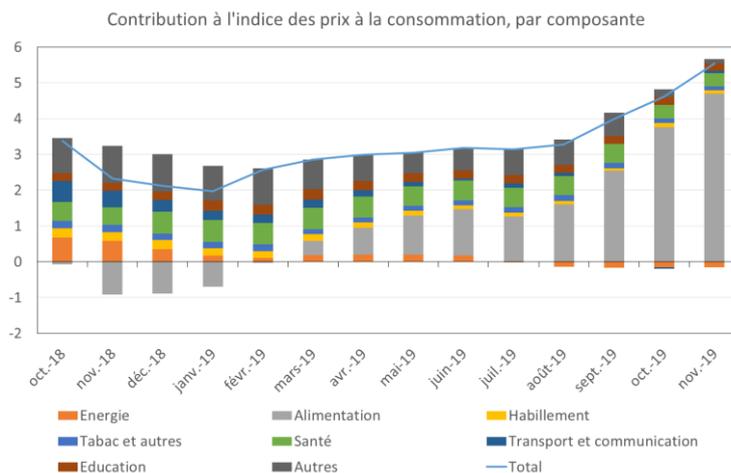
plateforme de e-commerce en 2017. Le marché connaît toutefois une forte croissance, de 30 à 35% par an, et a atteint environ 10 Mds Tk (106 M€) en 2017.

- **Relance de la filière laitière par un programme de la Banque Mondiale.** La filière laitière connaît depuis une dizaine d'années une croissance soutenue. La production a été multipliée par 4,3 en seulement dix ans pour atteindre 9,9 millions de tonnes de lait sur l'année fiscale 2018-19. Cette augmentation résulte davantage d'une augmentation du cheptel que d'une hausse de la productivité. La production reste néanmoins très inférieure à la demande, estimée par le Department of Livestocks Services à 15,2 millions de tonnes. Toutefois, il est important de noter que les fermiers bangladais produisent majoritairement du lait de chèvre, presque exclusivement pour l'autoconsommation. Ainsi, d'après un rapport FAO/UNIDO, celui représentait 54,2% de la production en 2017-18 contre 42,4% pour le lait de vache (soit près de 4 millions de tonnes sur l'année fiscale).
- **Textile – Le mandat de l'organisme public d'inspections des usines prolongé de deux ans.** Le RMG Sustainability Council reprendra les activités d'Accord, en partenariat avec le BGMEA. Le gouvernement bangladais vient de décider début décembre de prolonger le mandat de deux ans et de tripler pour la porter à 230 M Tk (2,5M€) l'enveloppe budgétaire dédiée à la Remediation Coordination Cell (RCC), organisme public chargé de l'inspection des usines de textile. Son mandat s'achèvera dorénavant en juin 2021. Constituée en mai 2017, et bénéficiant du soutien de l'OIT, cette cellule dépend du Department of Inspection for Factories and Establishments (DIFE) du ministère du Travail ; elle a commencé ses activités en juillet 2018 avec le mandat d'inspecter uniquement le secteur du prêt-à-porter (qui représente déjà plus de 5200 établissements industriels) ; la RCC pourrait servir à construire un organisme d'inspection du travail (Industrial Safety Unit) élargi à d'autres branches industrielles.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice des prix à la consommation enregistre une accélération marquée en novembre.** Sa variation s'affiche à 5,5 % en glissement annuel (contre 4,6 % en octobre), soit son plus bas niveau depuis juillet 2016 selon les chiffres du Bureau des statistiques. Les prix à la consommation marquent ainsi une nette tendance haussière depuis septembre (voir ci-dessous), et demeure pour le second mois consécutif au-delà de la barre des 4 %, objectif de moyen terme de la Banque centrale.

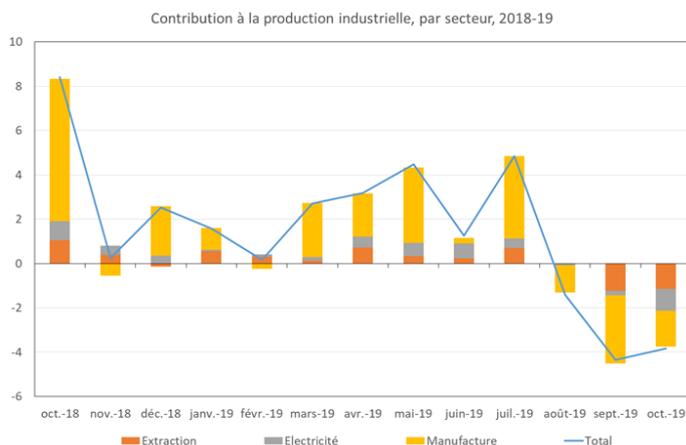


On notera que **la nette reprise des pressions inflationnistes est principalement imputable à la recrudescence du prix des biens alimentaires**, qui représentent 54% de la pondération de l'indice, et près de 4,7 points de contribution à l'inflation actuelle. Sous l'effet des hausses simultanées des prix des légumes (+36%), des céréales (+3,7%) et des légumineuses (+14%).

A l'inverse, l'inflation sous-jacente (hors alimentaire et produits pétroliers) affiche une nette modération : il enregistre pour sa part une hausse de seulement 3,4 % en novembre, nettement inférieur à celle d'octobre et continue de traduire l'atonie de l'activité économique indienne.

Située au-dessus du consensus de marché (5,3% pour *Bloomberg* et *Yes Bank*), cette évolution apparaît cohérente, à court-terme, avec le maintien des taux acté par la Banque centrale en début de mois, qui souligne le besoin d'une « pause temporaire ». En outre, l'Institut d'émission, conscient de la nette accélération de l'inflation, serait inquiet d'un écart de taux réel négatif croissant, soit une inflation supérieure au principal taux directeur (*repo rate*).

- **L'indice de production industrielle s'est infléchi de nouveau en octobre.** La production du secteur secondaire enregistre ainsi une contraction de 3,8 %, soit une troisième chute consécutive record de la production industrielle, après notamment une baisse de 4,3 % un mois plus tôt. La chute de la production apparaît toutefois moins importante que celle prévue par les analystes qui anticipaient celle-ci entre 5% (*Reuters*) et 6,1 % (*Yes Bank*) à l'aune de résultats négatifs pour plusieurs indicateurs avancés.

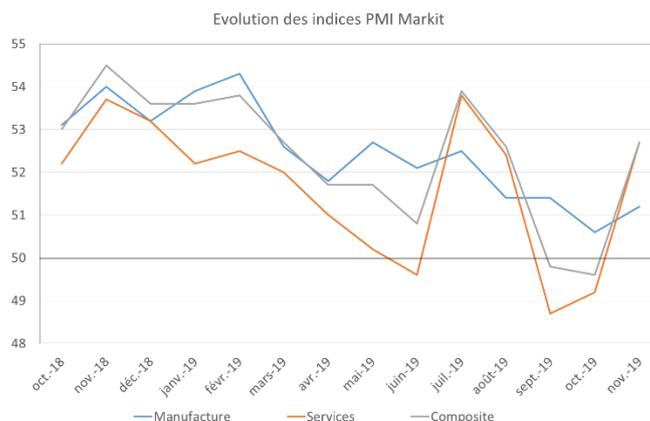


Signal d'une situation de récession synchronisée du secteur, 20 des 25 segments étudiés enregistrent une baisse de leur production en glissement annuel. La production manufacturière, qui représente 78 % dans le calcul de l'indice, affiche une chute de 2,1 %, bien qu'inférieure à celle enregistrée un mois auparavant (-4 %). Notamment, la production de moteurs de véhicules (-28 %) tout comme celle de machinerie (-18 %) et de textiles (-7 %) a chuté. A l'inverse, les productions de métaux basiques (+10 %) et de produits chimiques (+32 %) apparaissent dynamiques.

La production des industries extractives, qui constitue 14% de l'indice, connaît, quant à elle, une nouvelle contraction, de 8%, à l'instar de la production d'énergie qui affiche pour sa part un recul de 12%.

En termes d'utilisation, la production des biens primaires enregistre une baisse de 6% (après une baisse de 5% un mois plus tôt), tout comme les biens durables (-18%) ou bien les biens d'équipement (-22%). En parallèle, une tendance inverse est observée pour les biens intermédiaires, qui enregistrent une hausse de la production de 22 % (seule catégorie qui affiche un essor).

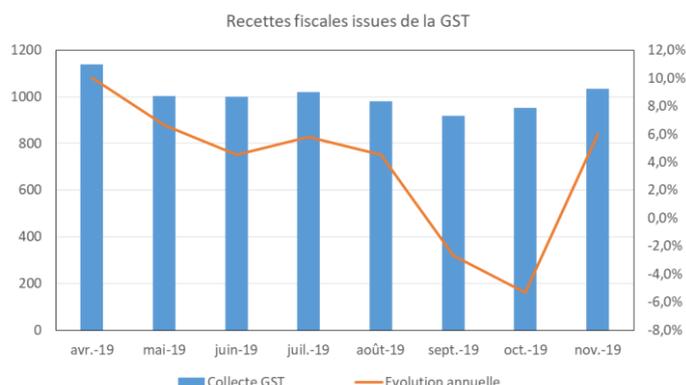
- **L'indice PMI des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier progresse en novembre.** L'indice Nikkei, après avoir atteint son plus bas niveau en deux années en octobre, s'élève ainsi à 51,2 un mois plus tard. Pour rappel, une expansion de l'activité est enregistrée lorsque l'indice est supérieur à 50. L'enquête indique que cette amélioration est notamment imputable à un léger renforcement.



- Dans le secteur des services, l'indice PMI affiche une reprise de la production.** Après deux mois consécutifs de contraction, la production de services enregistre un essor en novembre : l'indice s'élève ainsi à 52,7 sur le mois (contre 49,2 en octobre et 48,7 en septembre), ce qui constitue ainsi une expansion de la production. Pour rappel, une expansion de l'activité est enregistrée lorsque l'indice est supérieur à 50. Selon l'enquête réalisée par l'institut Nikkei, la hausse des nouvelles commandes de la part des fournisseurs de services a notamment contribué à cette bonne performance du secteur tertiaire.
- La Banque Asiatique de Développement (BAsD) abaisse ses prévisions de croissance pour l'Inde à 5,1% pour l'exercice budgétaire 2019/20** (avril 2019-mars 2020). En lien au récent recul de la croissance indienne au T2 de l'exercice actuel (4,5% en glissement annuel, après 5% au premier trimestre), qu'elle attribue, notamment, à la baisse conjointe de la consommation et de l'investissement ainsi la nette dégradation des conditions de crédit (que sous-tend la fragilisation du secteur financier non-bancaire) ; elle note, en contrepartie que les récentes mesures de soutien du gouvernement, couplées à celles de la Banque centrale, devraient soutenir la croissance sur le prochain exercice, et ainsi permettre de revenir à un essor de 6,5% sur l'exercice 2020/21.

FINANCES PUBLIQUES

- Les recettes fiscales issues de la Taxe sur les biens et services dépassent le seuil de 1 000 Mds ₹ en novembre.** Le gouvernement a annoncé avoir recouvré 1 030 Mds ₹ (13 Mds €) de taxes sur les biens et services ; elles dépassent ainsi la barre du 1 000 Mds ₹ pour la quatrième fois sur l'exercice actuel. Après deux mois de contraction de ces recettes fiscales, elles affichent une expansion de 6 % par rapport à novembre 2018. On notera qu'environ 196 Mds ₹ ont été collectés grâce la *Central GST*, 271 Mds ₹ sont issus de la *State GST* et 490 Mds ₹ ont été collectés via l'*Integrated GST*, selon les chiffres du ministère des Finances.

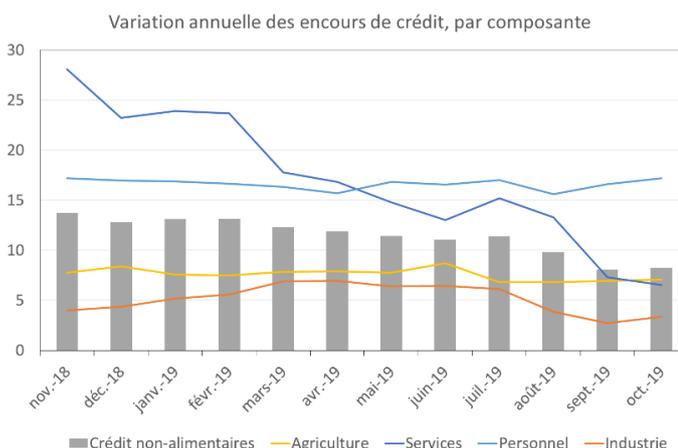


POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Les encours de crédit s'affichent en hausse de 8,3% en glissement annuel fin novembre.** Ils ressortaient à 86 636 Mds ₹ selon la RBI, dont les chiffres mettent en exergue une nette décélération de la dynamique du crédit depuis avril (voir ci-dessous).

La progression des encours de crédit demeure principalement entraînée par les prêts de détail : leurs encours ressortaient en hausse, fin octobre, de 17% en glissement annuel ; les prêts au logement affichent notamment un essor de 19% en glissement annuel pour leurs encours. On notera, la légère reprise des encours de crédit destinés à l'achat de véhicules, dont la progression de 5% en glissement annuel équivaut à une légère amélioration sur les derniers mois).

Le redressement des encours de crédit au secteur industriel demeure, en revanche, particulièrement timide : en hausse de 3,4% en glissement annuel (en nette modération depuis août), ceux-ci ne progressent de manière significative, que vis-à-vis du segment des entreprises de taille importante (+4,2%) alors qu'ils reculent pour les petites et moyennes (-1,5% en g.a). Enfin, le secteur tertiaire affiche un net ralentissement : +6,5% en glissement annuel, soit la hausse la plus faible des encours de crédit enregistrée depuis août 2017, avec notamment un essor de 5,2% vis-à-vis des crédits commerciaux et de 27% quant aux institutions financières non-bancaires.



- **Le solde des flux de portefeuille aurait été excédentaire de 3 Mds € (230 Mds ₹) en novembre.** Après avoir enregistré un solde positif sur les deux derniers mois, il demeure en territoire positif au mois de novembre via des entrées nettes de 3,2 Mds € au titre des prises de participation et des sorties nettes de 300 M € au travers des instruments de dette selon le dépositaire des titres de valeur (NSDL).



Evolution des flux de portefeuille (Mds €)



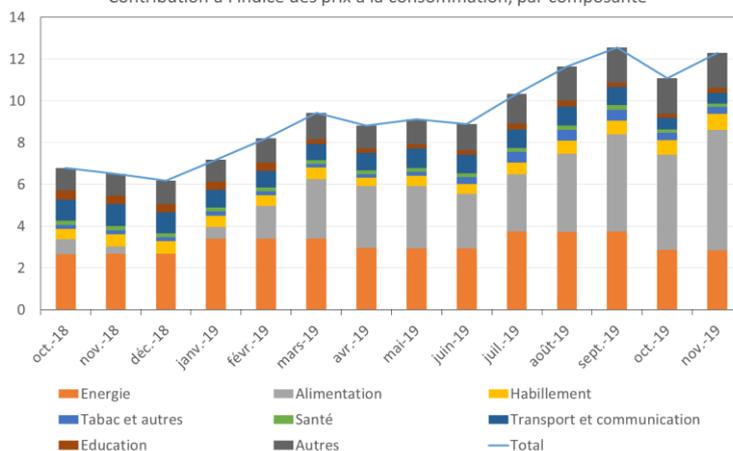
NEPAL

- **La Banque asiatique de Développement (BAsD) a octroyé un prêt 358 M\$ pour le développement de plusieurs projets.** Elle propose de financer des projets d'infrastructures, dont la réhabilitation de l'autoroute entre Mugling et Pokhara (pour 195 M\$), d'assainissement du fleuve Bagmati (63 M\$) et du soutien aux activités génératrices de revenu dans les zones rurales (à travers deux prêts de 50 M\$).

PAKISTAN

- **Maintien des tensions inflationnistes au cours du mois de novembre.** L'indice des prix à la consommation progresse ainsi de 12,3 % en glissement annuel, après s'être établi à 11% en octobre et 12,6 % en septembre (son plus haut niveau en huit ans). Il marque ainsi après une légère décélération en octobre une nette recrudescence et demeure pour le cinquième mois consécutif au-dessus de 10%. Pour rappel, l'inflation s'établissait à 6,5 % en glissement annuel à la fin novembre 2018.

Contribution à l'indice des prix à la consommation, par composante



L'orientation à la hausse des prix tient notamment à la resurgence de tensions sur les prix des biens non-alimentaires, avec notamment une hausse record de 16,5% en glissement annuel. On note aussi un essor du prix de l'habillement (+ 10%) alors qu'en parallèle, on observe une



modération de rythme de croissance des prix du logement (+ 9,7% sur l'année) ou bien de l'énergie (+9,7%).

SRI LANKA

- Légère dépréciation de la roupie sri-lankaise (LKR) depuis le mois de juillet et hausse des réserves de change.** Alors qu'un dollar USD valait 175,5 LKR à la mi-juillet 2019, celui-ci vaut au 13 décembre 180,9 LKR, soit une dépréciation de 3,1% de la roupie sri-lankaise sur la période étudiée. Cependant, son cours au 1^{er} janvier 2019, à 182,9 LKR, était à un niveau très proche du cours actuel, démontrant la relative stabilité de la monnaie durant l'année 2019. Ainsi depuis le début de l'année, la roupie s'est appréciée de 1,1% par rapport au dollar USD. Les réserves de change ont atteint 7,8 Mds USD à la fin octobre 2019, soit une couverture des importations de 4,7 mois, contre 6,7 Mds USD (3,9 mois d'importations) à la fin mai.



Source : Banque centrale de Sri Lanka

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 13/12/2019